

Bujumbura dément des sanctions diplomatiques de l'UE

PANA, 20/11/2008 Bujumbura, Burundi - L'Union européenne (UE) n'a jamais envisagé de refuser un visa d'entrée dans l'espace Schengen à un quelconque dignitaire du régime burundais pour des considérations de politique interne, a fait savoir, jeudi, une source proche de la présidence de la République à Bujumbura, démentant ainsi des allégations d'une agence de presse locale en ligne, "burunditribune.com". L'agence a récemment rapporté que l'UE a adopté une telle mesure à l'encontre de 12 proches collaborateurs du chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza.

"Nous avons eu vent de façon informelle de cette nouvelle et la preuve qu'elle est fautive est que le chef de l'Etat, Pierre Nkurunziza, a rencontré, mercredi, un groupe d'ambassadeurs de l'UE et aucun d'entre eux ne lui a fait part d'une telle menace", a déclaré le porte-parole de la présidence de la République, Léonidas Hatungimana, qui a ajouté que "certains voudraient qu'il en soit ainsi pour des raisons inavouées". La seule prise de position officielle connue de l'UE sur les problèmes politiques internes au Burundi a été rendue publique dernièrement au lendemain de l'incarcération du président du Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD), Alexis Sinduhije, pour "outrage à chef d'Etat". Un syndicaliste, un journaliste et trois députés sont également derrière les barreaux et leur incarcération prolongée fait peser de fortes pressions sur le pouvoir de Bujumbura de la part des défenseurs des droits de l'Homme aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Dans les différents cas, le gouvernement burundais maintient qu'il faut laisser la justice faire son travail en toute indépendance.